

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 26/3 (1999)

DOI: 10.11588/fr.1999.3.47860

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

ment. It is partly to do with the domination of the Annales school of history since the 1930s and of its perception of biography as an unscientific historical form for the emphasis it puts on the action of the individual as opposed to more profound historical forces.

There is only one full length biography of Poincaré in English – published by the author of this review in 1997 – and only two in French, the first published by Jacques Chastenot in 1948, and the second by Pierre Miquel in 1961. Despite their merits, neither those of Chastenot or Miquel provide the full apparatus of scholarship, neither had access to official papers, nor were their authors able to consult Poincaré's private papers, which since the 1970s have come into the public domain, notably his diaries kept at the Bibliothèque Nationale. The value of those papers in re-assessing Poincaré's place in French history is of considerable importance, notably on the outbreak of the First World War. Unfortunately, the biography by Daniel Amson, a professor of law at Lille University, does not use them, nor does it make use of any official papers of the ministries Poincaré directed. The only archival sources consulted are those in the Bibliothèque de l'Ordre des Avocats in Paris, which throw some light on Poincaré's writings as a boy and some of his legal briefs. The great wealth of secondary sources on the political, economic and social background to Poincaré's life, together with works and articles covering specific aspects of his career, have not been consulted. Inevitably the picture drawn of Poincaré does not vary much from that of Chastenot or Miquel, nor does it give any new insights into the great questions which have dogged Poincaré's reputation, most notably that of ›Poincaré-la-guerre‹ and its historiographical genesis. Consequently Amson tends to repeat the old clichés about the man, notably on his war-mongering (partly as a result of relying on the memoirs of his political enemies like Caillaux rather than on archival sources) which much modern historical scholarship has overturned. What Amson has added are a few insights into Poincaré's career as a lawyer, but there is virtually nothing for instance to explain his domestic life, his love of animals, his declared ›feminism‹, all of which can give a different interpretation to the rather hackneyed idea of Poincaré ›l'homme qui a une pierre à la place du cœur‹. Nevertheless Amson is to be congratulated for having drawn attention to one of France's foremost politicians of the Third Republic, a man of the republican centre who, for all his faults, contributed in no small way to ensuring the stability and prosperity of France's longest serving regime in modern times.

F. V. JOHN KEIGER, Salford

Eberhard KOLB (Hg.), Friedrich Ebert als Reichspräsident. Amtsführung und Amtsverständnis, München (R. Oldenbourg) 1997, 317 p. (Schriftenreihe der Stiftung Reichspräsident-Friedrich-Ebert-Gedenkstätte, 4).

En l'absence d'un *Nachlaß Ebert*, il n'y a pas, jusqu'à présent, de biographie scientifique satisfaisante du premier président de la République de Weimar, le social-démocrate Friedrich Ebert. Seul un travail de ›fourmi‹, exploitant les sources directes et indirectes les plus diverses, permettra de mettre en évidence le rôle et la personnalité d'Ebert, dont la pensée est d'autant plus difficile à saisir que ses déclarations personnelles sont rares et qu'il ne se liait pas facilement. L'ouvrage réunit les actes d'un symposium organisé en 1993 à Heidelberg par la *Stiftung Reichspräsident-Friedrich-Ebert-Gedenkstätte*. Ludwig RICHTER, ›Der Reichspräsident bestimmt die Politik und der Reichskanzler deckt sie: Friedrich Ebert und die Bildung der Weimarer Koalition‹, retrace en détail les négociations entre les partis de la coalition de Weimar pour former le gouvernement Scheidemann, et publie en annexe les notes inédites du social-démocrate Paul Löbe. On constate que la question du programme n'est pas un obstacle majeur, dès lors que le Zentrum s'est prononcé pour la République, mais que, par contre, les questions de personnes et la répartition de la présidence de la

République, de la chancellerie et de la présidence du Reichstag sont l'objet de vives discussions, rendues plus difficiles encore par la rivalité et les divergences de conception sur le rôle du président de la République entre Scheidemann et Ebert. La volonté d'une politique constructive l'emporte, et Ebert joue un rôle déterminant dans le succès des négociations. Dans un second article, »Das präsidentiale Notverordnungsrecht in den ersten Jahren der Weimarer Republik. Friedrich Ebert und die Anwendung des Artikels 48 der Weimarer Verfassung«, L. RICHTER fait une analyse approfondie de la genèse et de l'utilisation par Ebert des décrets d'urgence présidentiels, fondés sur l'article 48 de la constitution de Weimar. L'emploi des décrets dans le domaine financier et économique, à la faveur de la crise de 1922-1923, n'était pas prévu par les constituants qui avaient eu le souci de créer un instrument efficace et souple pour défendre la République dans un contexte de troubles intérieurs. Richter montre, de manière convainquante, que l'extension de l'emploi des décrets présidentiels ne modifie pas le système parlementaire, car les décrets reposent sur un accord total entre gouvernement, majorité parlementaire et président, et sont presque toujours pris à l'initiative du gouvernement alors que le Reichstag tient session. Ils ne renforcent pas le rôle du président, mais permettent d'accélérer l'adoption de la législation souhaitée par le gouvernement. Cette procédure ne joue, d'ailleurs, qu'un rôle restreint par rapport à celle des lois de pleins pouvoirs qui témoignent d'une fâcheuse propension du Reichstag à se décharger d'une partie de ses fonctions législatives sur le gouvernement. Walter MÜHLHAUSEN, »Das Büro des Reichspräsidenten in der politischen Auseinandersetzung«, met en évidence, à travers le débat sur le budget du bureau du président de la République, les divergences de conception sur le rôle futur du président. Face à l'opposition de Scheidemann et de la fraction SPD, Ebert doit renoncer à une conception très large du rôle du président, tandis que son influence sur les décisions concrètes se réduit considérablement au cours de l'année 1919. Dans un second article, »Reichspräsident und Sozialdemokratie: Friedrich Ebert und seine Partei 1919-1925«, W. MÜHLHAUSEN analyse les relations conflictuelles entre Ebert et le parti social-démocrate. Des divergences de conception, dans le domaine militaire, mais aussi sur la formation d'un gouvernement de grande coalition, alors que le parti est préoccupé par ses résultats électoraux, expliquent, avec les rivalités personnelles, des attaques souvent virulentes contre Ebert qui, ulcéré, ne semble pas disposé à être candidat aux élections présidentielles de 1925. Eberhard KOLB, »Friedrich Ebert: Vom ›vorläufigen‹ zum definitiven Reichspräsidenten. Die Auseinandersetzungen um die ›Volkswahl‹ des Reichspräsidenten 1919-1922«, consacre un article très solidement documenté au débat sur l'élection au suffrage populaire du Reichspräsident, qui pèse sur la politique intérieure allemande entre 1919 et 1922. Les partis de droite (DNVP et DVP) exigent une application rapide du principe inscrit dans la constitution d'août 1919, dans l'espoir de faire élire le maréchal von Hindenburg, alors que la coalition de Weimar repousse l'élection. Après l'échec du putsch de Kapp-Lüttwitz de mars 1920 et le retrait de la candidature Hindenburg, les partis de droite semblent se désintéresser de la question. Bien plus, la DVP, qui se réoriente au centre et souhaite éviter une campagne électorale risquant de la diviser, se prononce pour une prolongation du mandat provisoire d'Ebert et convainc les partis de la coalition de Weimar à adopter une loi constitutionnelle prolongeant son mandat jusqu'en juin 1925. Bernd BRAUN, »Integration kraft Repräsentation – Der Reichspräsident in den Ländern«, analyse la fonction d'intégration des voyages présidentiels dans les Länder et note que l'accueil souvent réservé ou hostile fait à Ebert s'adresse plus au représentant du régime républicain, qu'au social-démocrate. Il souligne la capacité d'Ebert à trouver le ton et l'attitude adaptés à sa fonction. Heinz HÜRTE, »Reichspräsident und Wehrpolitik. Zur Praxis der Personalauslese«, montre, autant qu'une documentation lacunaire permet de le faire, qu'Ebert n'utilise pas ses pouvoirs de chef suprême de l'armée pour modifier la composition sociale et politique de l'armée allemande, même après le putsch de Kapp-Lüttwitz, car il a le souci de préserver un instrument de politique intérieure solide et immédiatement disponible.

Ces diverses contributions, dont l'excellente introduction d'E. KOLB fait ressortir tout l'intérêt, constituent un apport important à la connaissance de la personnalité et de l'action d'Ebert, mais aussi des débuts de la République de Weimar, et s'inscrivent ainsi dans le débat sur les « faiblesses d'origine » de la République de Weimar.

Christian BAECHLER, Strasbourg

Walter RAUSCHER, Hindenburg. Feldmarschall und Reichspräsident, Wien (Ueberreuter) 1997, 351 p.

Chaque peuple a besoin inconsciemment d'un sauveur, d'une figure charismatique qui à la fois rassure et assume tous les aléas de l'histoire d'une nation, notamment en temps de crise. Prussien avant d'être allemand, militaire dans l'âme et dans le sang, issu d'une longue lignée d'ancêtres destinés tout naturellement au service des armes, Paul von Beneckendorff et von Hindenburg, né en 1847 et décédé en 1934 – c'est dire qu'il aura connu les transformations extraordinaires qui auront marqué le monde dans tous ses aspects – devra pourtant rejeter son aversion pour la politique et accéder à la magistrature suprême, celle de Reichspräsident. Il aura été glorifié et porté au statut de légende vivante grâce à la victoire de Tannenberg (26–30 août 1914) et aux succès remportés sur les Russes, soit très tôt puisque les premiers combats sur le front oriental se déroulèrent dès le 17 août. Pourtant, et c'est un des mérites de cette biographie, il apparaît aussi dès cette époque que le « génie » de ce général à la retraite depuis 1911 pouvait prêter le flanc à critique.

Et puis, même si tout le long de sa vie il s'est toujours défendu de n'être autre chose qu'un soldat, au service de la Prusse et de son empereur, on constate qu'il est loin d'être indifférent aux intrigues et manœuvres qui se jouent autour de lui. En tout cas, il ne semble guère qu'il ait pu être manipulé, mais il a su exploiter les idées des autres quand elles lui paraissaient bonnes. Ludendorff, son chef d'état-major sur le front Est depuis le 23 août 1914, resté dans son ombre, en a été l'inspirateur, loyal certes mais des oppositions exploseront lors des graves crises qui se présenteront par la suite, notamment en 1918. Il est une autre idole populaire qui émerge de cette campagne qui devait mener à la paix de Brest-Litowsk, c'est August von Mackensen, commandant de la 9^e Armée, succédant d'ailleurs à Hindenburg. Lui aussi gagna sa part de gloire lors de la campagne de Pologne de 1915 et l'on peut s'étonner de ce que l'auteur l'ait quelque peu négligé dans son récit alors que les deux maréchaux s'estimaient, et se respectaient.

Rauscher décrit avec une certaine insistance la dérive irréaliste qui s'empare du haut commandement allemand dès 1915–1916 sur arrière-plan de rivalités et qui aura comme premières victimes Falkenhayn, et Bethman Hollweg. On constate dès cette phase de la guerre que l'Empereur perd graduellement de son autorité et que ses « chefs de guerre » finissent par imposer leur volonté, sans pouvoir appréhender l'issue tragique de leur absence d'intelligence politique. Fin août 1916, Hindenburg et Ludendorff sont à la tête du haut commandement impérial et, de fait, deviennent les dictateurs militaires du Reich. L'auteur a su brillamment décrire cette « Götterdämmerung » qui verra s'effondrer l'empire allemand et son système d'alliances, pour aboutir à la chute peu glorieuse de Guillaume II. Si toute cette phase est bien connue, il est intéressant de lire comment Hindenburg conservera son aura alors que Ludendorff, l'inspirateur de toutes les grandes décisions prises par l'OHL, sera totalement discrédité. On voit aussi comment est fabriquée la légende du « coup de poignard dans le dos » et le rejet des grandes responsabilités sur les civils. Hindenburg, qui se retira du service actif début janvier 1919, âgé de 72 ans, est sans doute malgré lui profondément engagé dans la vie politique chaotique qui suivit la signature du traité de Paix et les réactions qu'il provoquera en Allemagne. De fait, il est devenu pour l'armée et les milieux conservateurs, sinon pour le peuple, un substitut du Kaiser, malgré les critiques